

Crimée dans la steppe: l'Asie centrale et la géopolitique

Dans les cinq républiques d'Asie centrale, les problèmes chroniques qui minent les régimes autoritaires s'inscrivent dans un contexte géopolitique en pleine mutation: après la Crimée, la Russie est plus que jamais prête à défendre son influence et la Chine conforte sa position. Des événements comme le récent décès du président d'Ouzbékistan pourraient provoquer des changements plus larges.

Par Benno Zogg

Zone d'influence jusqu'ici incontestée de la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ne peuvent pas être considérés comme des points chauds géopolitiques. Or, pour des raisons à la fois intérieures et extérieures, cette région est en pleine mutation et appelle une surveillance attentive. Les régimes autoritaires qui gouvernent ces pays, en grande partie hérités de la période de l'Union soviétique, se sont appuyés sur les bénéfices tirés des ressources, les réseaux de corruption et l'oppression de l'opposition afin d'assurer la stabilité. Les événements de septembre 2016 ont toutefois montré qu'il ne faut pas considérer cette stabilité comme acquise. Islam Karimov, président de l'Ouzbékistan depuis son indépendance en 1991, est décédé à l'âge de 78 ans. Sa mort n'a été confirmée qu'au bout d'une semaine, ce qui a permis à l'élite ouzbèke d'organiser sa succession. Le Premier ministre Shavkat Mirziyoyev a été nommé président par intérim avant de remporter les élections non libres du 4 décembre.

Même si la transition en Ouzbékistan semble pour l'heure se passer sans heurt, il est peu probable que l'Asie centrale conserve sa stabilité au cours des prochaines années. Les républiques de la région sont minées par plusieurs problèmes chroniques: une corruption endémique, une inaptitude à réformer l'économie et un piètre respect de la démocratie et des droits



Président Nursultan Nazarbayev (centre), à l'âge de 76. Chef d'Etat du Kazakhstan depuis l'indépendance en 1991, ici entouré par des vétérans de la Seconde Guerre mondiale à Moscou. Reuters

humains. Qui plus est, les gouvernements semblent incapables de résoudre les problèmes régionaux sur une base bilatérale ou multilatérale. La délimitation des frontières, l'accès à l'eau, les différends interethniques, le crime organisé et le terrorisme transfrontaliers créent des tensions.

Ces facteurs structurels régionaux interagissent avec les grandes mutations du paysage géopolitique. Depuis qu'elle a envahi la

Crimée en 2014, la Russie a montré qu'elle était prête à intervenir afin de défendre ses intérêts. De fait, si on considère le Bélarus ou l'Ukraine comme la base avant de la sphère d'influence russe, l'Asie centrale en constitue alors la base arrière. L'influence russe est incontestée, en particulier dans le domaine de la sécurité. Cependant, la Russie est en déclin. Son économie est faible, les investissements chutent et les quatre millions de travailleurs migrants venus

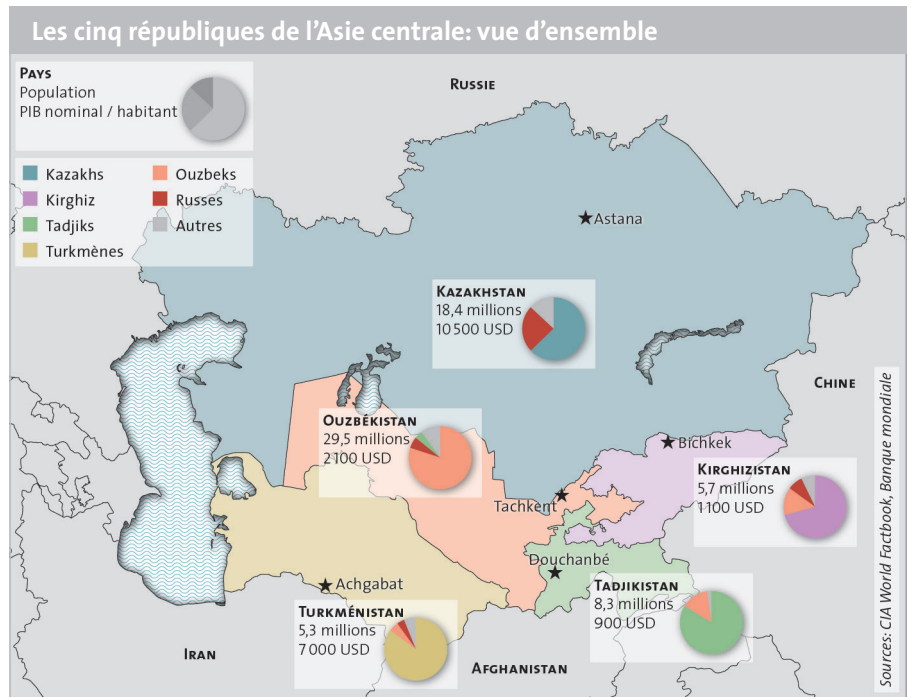
d'Asie centrale voient leurs débouchés se rétrécir. La Chine s'est imposée ces dix dernières années comme le principal partenaire commercial de l'Asie centrale, détrônant la Russie. Par ailleurs, la réduction en 2014 des effectifs de l'OTAN en Afghanistan modifie l'attitude des pays occidentaux.

Compte tenu de ces évolutions, des événements imprévus pourraient déclencher des mutations majeures. Quelle serait la réponse de la Russie si la mort du président du Kazakhstan Nursultan Nazarbayev, âgé de 76 ans, faisait place à un gouvernement moins favorable à ses intérêts? Pourrait-on assister à des scénarios similaires à ceux de la Crimée ou du Donbass? Comment les grandes puissances réagiraient-elles à un effondrement de l'ordre public au Tadjikistan? Enfin, l'Asie centrale sera-t-elle le théâtre d'un nouveau «grand jeu» entre une Russie en déclin et une Chine en plein essor?

Les «Stans»

Pour mieux comprendre l'Asie centrale, il faut tenir compte de deux aspects: la géographie et l'héritage soviétique. L'Asie centrale réunit les cinq anciennes républiques soviétiques du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan. La population cumulée de ces pays s'établit actuellement à 67 millions d'habitants. Il s'agit de la région la plus enclavée du monde. Elle couvre un territoire où les vastes espaces de désert et de steppe alternent avec des montagnes comptant parmi les plus hautes de la planète. L'Asie centrale se trouve sur l'ancienne Route de la soie entre l'Europe et l'Asie de l'Est. Elle possède de nombreux gisements de pétrole (en particulier au Kazakhstan) et d'abondantes réserves de gaz (Turkménistan). Les deux plus petites républiques montagneuses, le Kirghizistan et le Tadjikistan, sont les plus pauvres et les moins riches en ressources des «Stans».

En vertu de leur héritage soviétique, les économies de la région sont en grande partie contrôlées par l'État, inefficaces et peu diversifiées. Le Kirghizistan et le Tadjikistan se classent à la première et la cinquième place parmi les pays les plus tributaires des envois de fonds de ses travailleurs immigrés dans le monde, une part importante de leur population active travaillant en Russie. L'Asie centrale a enregistré des taux moyens de croissance économique parmi les plus élevés du monde ces vingt dernières années, cela en dépit d'un fort ralentissement depuis 2014 dû à la crise économique russe et à la chute des prix des matières premières.



Le système politique de l'Union soviétique a été conservé dans une large mesure. Majoritairement sunnites, les États de l'Asie Centrale sont laïques. L'islam le plus couramment pratiqué en Asie centrale est modéré et les idéologies radicales n'ont aucune chance de susciter un grand attrait. Mis à part le Kirghizistan, pays tumultueux en voie de démocratisation, le pouvoir demeure aux mains de puissants leaders autocratiques: le président Nazarbayev au Kazakhstan depuis l'indépendance, Emomali Rahmon au Tadjikistan depuis la fin de la guerre civile en 1997, une succession fluide au Turkménistan en 2006 et un processus de relève depuis septembre 2016 en Ouzbékistan. Ces dirigeants sont à la tête de systèmes rongés par la corruption, des violations des droits humains et inaptes à se réformer. Ils contrôlent des réseaux informels de pouvoir et de népotisme qui affaiblissent les institutions nationales. Les systèmes éducatifs manquent de moyens ou sont détournés à des fins d'endoctrinement. La répartition des richesses est inégale et les perspectives de promotion sociale semblent minces pour la population en pleine croissance.

Les pays d'Asie centrale n'ont de république que le nom. Les élections sont souvent des simulacres. Il n'y a pratiquement aucune opposition organisée. Quelques mouvements de résistance ont éclaté sous la forme de terrorisme islamiste. Le Mou-

vement islamique d'Ouzbékistan a réalisé plusieurs attaques à la bombe depuis sa création en 1990 et a récemment fait allégeance à l'«État islamique». En 2016, le Kazakhstan a vécu deux attaques probablement imputables à des terroristes islamistes. Le risque émane aussi bien de la radicalisation intérieure que du djihadisme mondial. On estime que 4 000 combattants étrangers issus de toute l'Asie centrale sont allés combattre en Syrie et en Irak depuis 2012. La menace de terrorisme islamiste est la principale préoccupation des gouvernements d'Asie centrale et leur sert à justifier la répression.

Aucun ordre de succession n'est défini dans ces républiques autoritaires, du moins officiellement. Le président de l'Ouzbékistan Islam Karimov est décédé en septembre 2016. Le Premier ministre Mirziyoyev a tiré son épingle du jeu dans le petit groupe de successeurs potentiels. Il est peu probable que des changements majeurs interviennent dans le mode de gouvernance. Devant ce décès d'un leader au pouvoir depuis longtemps, les autres républiques autocratiques d'Asie centrale ont adopté des lois régissant la succession. Le Turkménistan a prolongé la durée du mandat présidentiel et levé la limite d'âge, le Tadjikistan a abaissé l'âge minimal du président, ouvrant ainsi la porte à une succession dynastique et le Kazakhstan a remanié son gouvernement mettant en place des

successeurs. Les successeurs devront répondre aux attentes des différents clans, des élites économiques et du secteur sécuritaire. Compte tenu de la faiblesse des institutions de ces pays et de la prévalence du patriarcat, il y a de fortes chances que ces successeurs soient d'autres hommes forts issus du système.

La (non-)coopération régionale

Les pays d'Asie centrale ont un passé soviétique commun et des systèmes de gouvernement similaires. Le russe est très répandu et fait office de *lingua franca*. On pourrait donc supposer qu'il existe des interconnexions, un intérêt commun des élites à maintenir l'ordre ou même une identité eurasiennne unificatrice. Pourtant les relations bilatérales sont médiocres, la méfiance règne et les échanges commerciaux intrarégionaux sont faibles. L'Ouzbékistan, pays le plus peuplé et plus grande puissance militaire d'Asie centrale, est au cœur des tensions. Il est en dispute avec tous ses voisins sur la question de la délimitation des frontières ainsi que avec les pays situés en amont à propos de la construction de barrages hydroélectriques. Avec la croissance démographique, les conflits autour de l'accès à l'eau s'intensifieront inévitablement. Les différends ethniques constituent un autre sujet de préoccupation, comme en témoignent les événements de 2010 au sud du Kirghizistan. Des affrontements interethniques ont fait environ 2 000 morts et obligé plusieurs centaines de milliers de personnes, essentiellement des Ouzbeks, à fuir.

Certaines institutions multilatérales auraient pu apporter une aide utile dans cette crise. Une mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a été rapidement écartée. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), un cadre régional intégrant la Russie et la Chine, est également resté inactif.

Aucun ordre de succession n'est défini dans ces républiques autoritaires.

L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) s'est révélée impuissante lorsque la demande d'assistance du Kirghizistan s'est heurtée à l'opposition de plusieurs États membres. L'absence d'intervention a souvent été justifiée par l'argument que les événements de 2010 étaient un problème intérieur.

L'Union économique eurasiatique (UEE) est l'organisation multilatérale la plus am-

bitieuse d'Asie centrale. Elle réunit la Russie, le Bélarus, l'Arménie, le Kazakhstan et le Kirghizistan en un marché unique. Ces deux pays d'Asie centrale espéraient jouer un rôle dynamique de pont géopolitique entre l'Asie de l'Est et l'Europe. Or, ils sont mécontents du bilan et de la trajectoire actuels de l'UEE et du fait que la Russie traite les autres membres comme des partenaires mineurs.

Les changements géopolitiques

La Russie, la Chine, les États-Unis et l'Europe – et, dans une bien moindre mesure actuellement, la Turquie et l'Iran – sont présents sur la scène d'Asie centrale. La Russie est la puissance la plus importante et la plus engagée. Le maintien de stabilité dans la région fait partie de ses intérêts. Elle empêche également l'Asie centrale de s'établir comme un fournisseur d'énergie indépendant de l'Europe et considère la région comme son pré carré incontesté. Elle entretient des liens forts avec ces républiques en matière de défense, en particulier avec les membres de l'OTSC, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, qui hébergent tous des bases militaires russes. La Chine est devenue ces dix dernières années un acteur majeur en Asie centrale. Elle est aujourd'hui le principal partenaire commercial de la région et conforte sa position par des prêts et investissements dans le cadre de l'initiative «One Belt, One Road» (OBOR, voir l'analyse no 195 du CSS). Dans l'ensemble, les élites d'Asie centrale accueillent favorablement les investissements de la Chine, alors qu'une grande partie de la population craignent une domination chinoise ainsi que l'afflux de travailleurs.

Les stratégies de l'UE depuis 2007 et l'initiative américaine de «nouvelle route de la soie» visant à relier l'Afghanistan à l'Asie centrale n'ont eu que peu d'impact sur le terrain. Pour soutenir la mission en Afghanistan, les pays occidentaux entretenaient trois bases militaires dans la région, renforçant ainsi les régimes hôtes. La campagne de l'OTAN en Afghanistan ayant pris fin pour l'essentiel en 2014, il y a désormais plus de place pour un engagement occidental. Les pays occidentaux, la Russie et la Chine coopèrent toutefois avec les services de sécurité d'Asie centrale pour assurer la stabilité à court terme. Ce faisant, ils risquent de renforcer le pouvoir de répression des dirigeants corrompus. Une stabilité obtenue par l'oppression n'étant pas durable, la situation pourrait se détériorer.

La Suisse et l'Asie centrale

La Suisse est engagée en Asie centrale pour soutenir le processus de transition depuis le début des années 1990. En Ouzbékistan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, la Suisse apporte son appui à la formation professionnelle, à la réforme du secteur public, au développement du secteur privé et à des initiatives dans les domaines de la santé et de l'État de droit. La Suisse œuvre dans toute la région pour résoudre une importante source de tensions politiques et ethniques: la gestion de l'eau. 200 millions de CHF ont été consacrés à la coopération de la Suisse avec l'Asie centrale entre 2012 et 2015.

Depuis 1992, la Suisse est à la tête d'un groupe de vote à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international qui inclut les cinq républiques d'Asie centrale, ce qui lui a valu d'être surnommé par les médias l'«Helvétistan». La conduite de ce groupe permet à la Suisse d'occuper un siège au conseil d'administration.

L'Asie centrale est également un fournisseur d'énergie de la Suisse. Selon les années, la Suisse a importé jusqu'à un tiers de son pétrole brut du Kazakhstan.

La fille du dernier président de l'Ouzbékistan Gulnara Karimova et d'autres membres de l'élite ouzbèke ont utilisé des comptes bancaires suisses pour blanchir d'importantes sommes d'argent. Le montant des opérations, soit 800 millions de CHF, est bloqué depuis 2012 et fait l'objet de litiges.

Les crises aiguës

Les problèmes le plus aigus auxquels se heurte l'Asie centrale sont les faibles prix des matières premières et la crise économique russe engendrée par les sanctions occidentales. Le Turkménistan dépend presque exclusivement des bénéfices tirés du gaz. Le pays n'a pas été en mesure de payer certains de ses fonctionnaires pendant plusieurs mois. Le Kazakhstan dépend fortement des revenus du pétrole et du gaz et doit faire face à la concurrence économique accrue de la Russie en raison de l'affaiblissement du rouble. Le Kirghizistan, le Tadjikistan et, dans une moindre mesure, l'Ouzbékistan ne peuvent subsister sans l'assistance et les prêts de la Russie, ni sans les envois de fonds. On estime que les envois de fonds ont diminué de moitié au moins depuis l'annexion de la Crimée. Des centaines de milliers de travailleurs migrants ont perdu leur emploi et sont rentrés dans leur pays.

Pour faire face à ces chocs et à l'intensification de la pression démographique, les pays d'Asie centrale nécessitent des réformes

drastiques: la réduction des dépenses, la diversification ainsi que la libéralisation des économies. Or l'inertie et la priorité accordée à la stabilité empêchent ces transformations. De telles réformes rencontreraient une opposition de la part des élites, mécontents et désireux de protéger des acquis qu'ils voient diminuer. Cela mettrait un terme au calme relatif régnant en Asie centrale. L'opposition organisée, la société civile et la presse libre étant peu développées, il est moins probable que de larges mouvements populaires voient le jour, à moins que des événements majeurs ou des chocs extérieurs n'agissent comme catalyseurs.

Au vu des attaques récemment menées par les talibans au nord de l'Afghanistan, les dirigeants d'Asie centrale, mais aussi la

Pour faire face à ces chocs, les pays d'Asie centrale nécessitent des réformes drastiques.

Russie, la Chine et les pays occidentaux, craignent de plus en plus une incursion au Tadjikistan. Tous gardent en mémoire la guerre civile au Tadjikistan jusqu'en 1997. De plus, jusqu'à un tiers de la production de stupéfiants d'Afghanistan transite par les frontières poreuses du Tadjikistan. On pourrait assister à un effondrement de l'ordre public au Tadjikistan. Pourtant, comme souvent dans de tels cas, les causes de cet effondrement seraient intérieures. Le gouvernement tadjik est cleptocratique, incompetent et divisé. Les forces de sécurité tadjikes sont faibles. L'économie dysfonctionnelle offre peu de perspectives aux travailleurs migrants de retour dans leur patrie. Le mécontentement monte à la suite des agissements du président Rahmon, qui a manipulé les élections de 2015 et interdit le principal parti d'opposition, violant ainsi l'accord de partage du pouvoir conclu en 1997. En cas d'effondrement imminent de l'État, les 7 000 militaires russes basés au Tadjikistan ne resteraient probablement pas inactifs. Même la Chine, dont la province agitée du Xinjiang jouxte le Tadjikistan, pourrait envisager de s'engager. Officiellement le pays exclut néanmoins clairement toute intervention.

Crimée dans la steppe?

Les événements en Ukraine depuis 2014 ont effrayé les élites de la région pour deux raisons. D'une part, elles craignent que les mouvements de protestation populaires visant à renverser un régime fassent des émules. D'autre part, l'annexion de la Crimée et l'implication de la Russie dans l'est de l'Ukraine les ont rendues méfiantes vis-à-vis de leur allié. Les républiques mènent déjà une politique étrangère multivectorielle pour équilibrer l'influence des grandes puissances et asseoir leur souveraineté.

La Russie a le plus besoin de garder sous son aile le Kazakhstan. Les observateurs ont exprimé des craintes quant au fait que le nord du Kazakhstan, appelé «Sibérie du Sud» par certains nationalistes russes, puisse connaître le même sort que la Crimée ou le Donbass. Les similitudes avec l'Ukraine sont frappantes. En Ukraine, Vladimir Poutine a violé le mémorandum de Budapest de 1994 qui garantit également les frontières du Kazakhstan. Le nord du Kazakhstan abrite un grand nombre d'habitants de souche russe. La langue russe et les médias russes occupent une place dominante dans tout le pays. Le gouvernement doit trouver un équilibre entre les nationalistes kazakhs et les minorités ethniques. Un discours de 2014 a choqué le président Nazarbayev: Poutine a revendiqué le Kazakhstan comme faisant partie intégrante de la zone d'influence russe et nié l'existence d'un État kazakh avant 1991. Pour autant, il est peu probable qu'un scénario à l'ukrainienne se produise. Le Kazakhstan ne peut rompre son alliance authentique avec la Russie. Ni l'UE, ni l'OTAN, ni la Chine ne l'encouragent dans cette voie. À la différence de la Crimée, la Russie n'a pas de raisons historiques et culturelles fortes de revendiquer le nord du Kazakhstan. Les Russes n'ont pas non plus intérêt à gérer 7 000 km de frontières instables avec un Kazakhstan affaibli, situation similaire à celle du Donbass.

Certains événements pourraient toutefois déclencher une violente réaction de la Russie, par exemple si le Kazakhstan quittait l'UEE (ce qu'il a annoncé si l'organisation

économique venait à se transformer en projet politique) ou si le pays se dotait d'un nouveau gouvernement moins prorusse. Militairement et en l'absence d'alliés, le Kazakhstan n'aurait aucun moyen de résister. Il est donc, dans une certaine mesure, le principal allié de la Russie tout en étant également l'otage de la politique étrangère russe.

Du point de vue géopolitique, on peut imaginer que les grandes puissances, à savoir la Russie, la Chine et éventuellement les États-Unis, se livrent à une lutte d'influence en Asie centrale. Cependant, aucun signe d'un nouveau «grand jeu» de ce type n'est à observer pour l'heure. L'Asie centrale occupe une place trop accessoire, en particulier aux yeux des États-Unis, pour constituer un enjeu géopolitique. Les sanctions occidentales ont rendu la Russie plus dépendante que jamais de la coopération et de son «mariage de raison» avec la Chine, en dépit de leur méfiance mutuelle. À long terme, l'influence économique chinoise se traduira pourtant par une influence politique. On pourrait imaginer une situation dans laquelle une Chine puissante obligerait une Russie affaiblie à renoncer à ses ambitions en Asie centrale sans recourir aux armes et revendiquerait cette région dans sa zone d'influence. Une telle perte d'influence pour la Russie au profit de la Chine déstabiliserait probablement la région. À l'heure actuelle, la Chine se satisfait néanmoins de son levier économique sur l'Asie centrale, ainsi que de la stabilité de son environnement de sécurité et de ses flux énergétiques.

Malgré son fort engagement, la Russie vit aujourd'hui une crise qui réduit les moyens d'incitation ou d'intervention qui lui permettraient de conserver les républiques sous son aile. Même sans la volonté de s'affirmer de la Chine, l'influence de la Russie en Asie centrale est inévitablement appelée à décliner.

Benno Zogg est chercheur au think tank du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH Zurich. Sa recherche se concentre sur la région de l'ex-URSS et le développement et la sécurité dans les contextes fragiles.

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri
Traduction: Consultra; Relecture: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Voyageurs du djihad et la sécurité en Suisse No 199
Armes biologiques et progrès scientifiques No 198
Brexit et la politique énergétique et climatique en Europe No 197
Asile: le Cgfr et la police sont-ils formés en cas d'urgence? No 196
«One Belt, One Road»: la nouvelle route de la soie No 195
Des processus de la RSS négociés No 194